

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: République démocratique du Congo

TYPE DE RAPPORT: Annuel

PERIODE DE RAPPORT: 10 décembre 2019 – 15 Novembre 2020

Titre du projet: Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées par des initiatives de réinsertion socioéconomique et de justice transitionnelle au Kasai et dans le Tanganyika en RDC – (SS-KAT en sigle).

Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/COD/B-7, **Identifiant du projet :** 00119151.

Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):

Fonds fiduciaire pays

Fonds fiduciaire régional

Nom du fonds fiduciaire: MPTF

Type et nom d’agence récipiendaire :

RUNO ¹, Programme des Nations Unies pour le Développement (Agence coordinatrice) (PNUD)

RUNO, Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l’Homme (BCNUDH)

RUNO, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Date du premier transfert de fonds: 10/12//2019

Date de fin de projet: 09/12/2021

Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Non

Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:

Initiative de promotion du genre

Initiative de promotion de la jeunesse

Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)

Projet transfrontalier ou régional

Budget PBF total approuvé:

Agence récipiendaire

Budget

PNUD

\$ 3 092 656,31

BCNUDH

\$ 1 063 580

OIM

\$ 1 843 764,08

TOTAL :

\$ 6 000 000

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **5%** (voir le rapport financier de Novembre 2020)

Budgétisation sensible au genre :

Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **1 864 573 USD (30%)**

¹ RUNO: Recipient United Nations Organization / Organisation récipiendaire onusienne

Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : **26 762,26 USD**

Marquer de genre du projet : 2²

Marquer de risque du projet : 1³

Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): 1.3⁴

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Equipe PNUD, OIM et BCNUDH

Rapport approuvé par: Représentant Résident Adjoint au Programme du PNUD (Laurent Rudasingwa)

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui (Sophie Aloë, Point Focal PBF, Bureau Intégré de la MONUSCO)

² Score 3 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 : pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

³ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats; 1 = risque moyen pour la réalisation des résultats; 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats.

⁴ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique; (2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits; (3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux ; (4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF.

Partie 1 : Progrès global du projet

Le premier semestre de mise en œuvre a été consacré au recrutement de l'Equipe du Projet et aux activités préparatoires, notamment une mission conjointe PNUD/BCNUDH/OIM de sensibilisation des acteurs provinciaux sur le projet pour améliorer la réceptivité institutionnelle et sociale du projet et l'organisation d'ateliers participatifs provinciaux de planification. Le Comité de Pilotage du 4 mars 2020 a adopté le plan de travail annuel (PTA). Pour renforcer l'appropriation du projet, des mécanismes de coordination et de suivi participatif, notamment le Comité Technique provincial présidé par le Ministre Provincial du Plan, ont été établis et sont fonctionnels.

Malgré l'impact de la crise de la COVID-19, le projet a enregistré des progrès substantiels grâce à des mesures alternatives de gestion.

La synergie avec le Projet PAJURR⁵ est effective sur l'ensemble des actions du projet et permet un partage d'expérience et d'outils, notamment pour la réalisation des états des lieux sur les besoins de justice. Un dialogue inclusif sur la définition de processus provinciaux de justice transitionnelle se poursuit en parallèle d'un plaidoyer de haut niveau afin d'assurer son intégration au sein du processus national.

Les missions conjointes avec les autorités provinciales ont permis l'identification collective et inclusive des infrastructures communautaires à réhabiliter et la mise en place de 13 Comités Locaux de Paix et Développement (CLDP). La réintégration communautaire des ex-miliciens et la réparation collective et symbolique des communautés via la réhabilitation d'infrastructures communautaires par les travaux HIMO est la prochaine étape ; le processus de sélection des bénéficiaires a été harmonisé avec l'Unité DDR/CVR de la MONUSCO.

Principaux événements prévus au cours des six prochains mois :

Dans les six prochains mois, le projet appuiera :

- Les processus provinciaux de justice transitionnelle via l'exécution et le suivi des stratégies provinciales de priorisation des poursuites, la réalisation de consultations populaires sur les besoins de justice, la sensibilisation des acteurs sur la justice transitionnelle au niveau provincial et national ;
- Le renforcement des capacités techniques des acteurs judiciaires, militaires et civils et des avocats ;
- Deux études anthropologiques portant sur les mécanismes alternatifs de règlement des conflits et les peuples autochtones ;
- La diffusion via les radios communautaires de programmes sensibles au conflit pour promouvoir la cohésion sociale ;
- Le renforcement des capacités des CLPD en matière d'identification des besoins selon une approche des droits humains et de l'audit social ;
- L'élaboration des plans de développement locaux ;

⁵ Projet PBF « Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction au Kasai » piloté par le PNUD, le BCNUDH et Search for Common Ground au Kasai Central.

- La réhabilitation des infrastructures communautaires via les travaux HIMO.

Impact du projet :

La réceptivité institutionnelle et sociale du projet a été renforcée au niveau des autorités provinciales et des communautés, grâce notamment aux missions de sensibilisation et d'identification et à la mise en place de mécanismes de coordination. Les autorités provinciales et locales et les communautés ont exprimé leur satisfaction quant à la mise en œuvre du projet et leurs nombreuses attentes en matière de consolidation de la paix et de relance des économies locales. Le relèvement communautaire a été cité comme une des priorités essentielles pour les provinces et les localités ciblées afin de réduire les vulnérabilités socioéconomiques des communautés après des années de violence. Aussi, ont-ils souhaité le démarrage des travaux HIMO le plus rapidement possible pour assurer la réhabilitation des infrastructures communautaires essentielles et pour contribuer au développement d'activités génératrices de revenus durables et ainsi offrir des perspectives économiques durables aux communautés, y compris aux plus vulnérables. Le développement économique est perçu comme une garantie à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion sociale.

La mise en place de 13 CLPD selon une approche inclusive (47 femmes sur 271 membres et 75 jeunes) et participative (élection transparente) est une preuve de l'engagement des communautés dans la mise en œuvre du projet, mais plus généralement dans la planification du développement et la consolidation de la paix. Des besoins en matière de renforcement des capacités techniques, notamment sur l'identification participative des besoins et sur les techniques de planification et d'élaboration de plans locaux de développement, ont été exprimés par les membres des CLPD.

Les projets PAJURR et SS-KAT⁶ sont « avant-gardistes » en matière de processus de justice transitionnelle. Lors de leur élaboration, la justice transitionnelle ne figurait pas directement à l'agenda du Gouvernement de la RDC ; or le Président de la République a récemment exprimé sa volonté de s'engager dans un processus de justice transitionnelle afin de consolider durablement la paix en RDC. Il est ainsi essentiel de maintenir une communication stratégique au niveau national et provincial pour la reconnaissance et l'intégration des initiatives provinciales au sein du processus national. En outre, les projets PAJURR et SS-KAT favorisent le partage d'expérience entre provinces pour renforcer l'appropriation de l'approche.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Résultat 1: Les mécanismes de justice transitionnelle (droit à la vérité, droit à la justice, droit à la réparation et garanties de non répétition) sont rendus opérationnels et/ou renforcés dans les localités ciblées.

Etat actuel des progrès du résultat : **ON TRACK**

⁶ Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées par des initiatives de réinsertion socioéconomique et de justice transitionnelle au Kasai et dans le Tanganyika en RDC – (SS-KAT en sigle pour *Spontaneous Surrenders in the Kasai and Tanganyika*).

Résumé de progrès :

Le projet appuie la définition de processus provinciaux de justice transitionnelle qui s'inscrit dans une approche de long terme. De nombreuses actions préliminaires et de plaidoyer au niveau provincial et national sont nécessaires pour garantir son appropriation.

La lutte contre l'impunité des crimes internationaux progresse via l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites définies en 2019. Au Tanganyika, 4 dossiers prioritaires (sur 5 dossiers) ont fait l'objet de demandes d'appui de la part du Parquet Général et de l'Auditorat Militaire. Une mission d'enquête a été appuyée dans le territoire de Manono permettant l'identification et l'audition de 37 victimes (dont 25 femmes). Les autres demandes sont en cours d'examen ; le dilemme 'justice versus paix' s'illustre particulièrement dans la province du Tanganyika à travers des appels à la démobilisation dont l'impact pourrait être réduit avec la relance de poursuites judiciaires. Au Kasai Central, deux missions d'enquête ont été menées dans l'Affaire Mulombodji et l'Affaire Nganza permettant l'identification et l'audition de 1267 victimes (dont 870 femmes) et une audience foraine a été tenue dans l'affaire Luisa conduisant à la condamnation au premier degré de 7 prévenus hommes pour crime contre l'humanité et crime de guerre en faveur de 8 victimes (dont 2 femmes), en synergie avec le projet PAJURR.

Pour améliorer la qualité de l'assistance judiciaire aux prévenus et victimes, 40 avocats du Barreau du Kasai (dont 2 femmes) ont reçu une formation en matière de droit international pénal et de justice transitionnelle. Un pool d'avocats formateurs (10 avocats) en charge de la restitution auprès de leurs pairs a été constitué au sein du Barreau.

Afin de définir un processus de justice transitionnelle répondant aux besoins réels des populations, les consultations populaires sur les besoins de justice menées au Kasai Central (projet PAJURR) sont retranscrites dans un rapport validé par les autorités provinciales et nationales qui contient des recommandations précises, notamment l'établissement d'une Commission Provinciale Vérité et Réconciliation (CPVR). Un processus similaire sera mené au Kasai et au Tanganyika, la méthodologie et les outils utilisés ont été dupliqués et adaptés aux contextes spécifiques. Un dialogue permanent est entretenu avec tous les acteurs provinciaux sur le processus de justice transitionnelle et l'établissement de CPVR. La province du Kasai Central partage régulièrement ses leçons apprises avec les autres provinces. Un plaidoyer de haut niveau est aussi mené pour l'intégration des initiatives provinciales de justice transitionnelle au sein du processus national pour répondre directement aux besoins/demandes exprimés par les populations.

Dans le cadre de la promotion d'une communication efficace en faveur de la cohésion sociale, suite à une évaluation des besoins des radios communautaires partenaires réalisée de la province de Tanganyika, les capacités de 20 journalistes (dont 4 femmes) ont été renforcées en matière de journalisme sensible aux conflits, de justice transitionnelle et de recherche de la vérité ainsi que de collecte, traitement et analyse des informations/données reçues.

L'étude anthropologique sur les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) réalisée dans la province du Kasai Central (PAJURR) contribue à accroître/centraliser les connaissances sur les pratiques sociales de justice à travers le territoire et à formuler des recommandations en faveur du renforcement de la collaboration entre les systèmes de justice. Conformément à la Politique Nationale de Réforme de la Justice (PNRJ) et selon le même cadre de référence et système d'information, l'étude est en cours de réalisation dans les provinces du Kasai et du Tanganyika.

De même, l'étude anthropologique et sociologique sur les peuples autochtones au Tanganyika pour comprendre leur mode de vie et identifier les interventions pertinentes en matière de consolidation de la paix et de développement est également en cours de réalisation.

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes

L'exécution de la stratégie de priorisation des poursuites participe à la reconnaissance et restauration des victimes des violations des droits humains, qui sont principalement des femmes (895 femmes victimes ont été identifiées et auditionnées ; 2 femmes victimes ont obtenu justice à travers la condamnation au premier degré dans l'Affaire Luisa). La méthodologie définie pour mener les consultations populaires en matière de justice transitionnelle prévoit la collecte de données sensibles au genre afin de s'assurer que les besoins des femmes et des jeunes filles soient bien pris en compte et retranscrits dans les rapports et les recommandations en vue d'établir des mécanismes de justice transitionnelle qui sont sensibles au genre et qui répondent aux besoins sexospécifiques exprimés.

Les études anthropologiques sur les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) et sur les peuples autochtones au Tanganyika accordent une attention particulière au rôle de la femme dans les instances de résolution/gestion des conflits et de gouvernance. En référence à la Résolution 1325, des recommandations spécifiques seront formulées pour promouvoir la participation effective des femmes dans la prévention et la résolution des conflits et dans les instances de gouvernance locale pour la prise en compte de leurs besoins spécifiques dans la planification locale.

Résultat 2 : Les communautés bénéficient de la redynamisation de l'économie locale et d'un accès amélioré aux services sociaux de base à travers le développement d'activités génératrices de revenus et la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.

Etat actuel des progrès du résultat : **ON TRACK**

Résumé de progrès :

Afin de répondre directement aux besoins prioritaires des communautés (notamment dans une logique de réparation), des missions conjointes réunissant les agences d'exécution et les autorités politico-administratives (STAREC et Ministère du Plan) ont été menées pour identifier les localités d'intervention sur la base de critères objectifs et les infrastructures communautaires à réhabiliter. A l'issue du processus inclusif et participatif, 13 lots

d'infrastructures (250 km de routes de desserte agricole, 6 ouvrages de franchissement et 2 digues) ont été identifiés au Kasai et Kasai Central. Ces missions ont également été l'occasion de sensibiliser les communautés sur la philosophie du projet, notamment sur la logique de réparation communautaire poursuivie par la réhabilitation des infrastructures et la participation directe des ex-miliciens. Cette identification conjointe et collective correspond à une activité particulièrement essentielle pour la suite des interventions en ce qu'elle garantit l'engagement des communautés ainsi que leur appropriation des infrastructures. Une deuxième série de missions conjointes a été conduite dans les provinces du Kasai et du Kasai Central pour évaluer précisément le coût de la réhabilitation des infrastructures identifiées. Ainsi, les appels à projet auprès des ONG locales sont finalisés et publiés ; les processus de sélection et d'achat d'équipements et outils sont en cours.

L'accompagnement au développement d'activités génératrices de revenus s'inscrira dans la redynamisation des filières porteuses identifiées dans les localités ; cette analyse des chaînes de valeur est en cours au Tanganyika. Au Kasai Central, les filières vivrières (soja et arachide) et les filières pérennes (café et huile de palme) ont été identifiées (synergie avec PAJURR) ; les petits producteurs ont été regroupés en trois coopératives agricoles. Cette expérience sera partagée et reprise dans le cadre de ce projet.

13 CLPD (6 au Kasai Central ; 5 au Kasai. 2 au Tanganyika) ont été établis avec un total de 271 membres (dont 47 femmes et 75 jeunes) ; chacun compte une vingtaine de membres issus des autorités coutumières, politico-administratives et de la société civile. Pour assurer l'identification des besoins et l'élaboration des plans locaux de développement selon une approche inclusive et participative (avec une attention particulière aux plus vulnérables) ainsi que le suivi des travaux et l'entretien des infrastructures, les CLPD bénéficieront de renforcement de capacités techniques. En effet, une méthodologie spécifique axée sur les droits humains sera définie conjointement et fera l'objet d'un accompagnement technique rapproché. De même, des experts en planification seront mobilisés auprès des CLPD pour l'élaboration des plans locaux de développement et leur opérationnalisation ; un accent sera mis sur la redevabilité des CLPD envers les communautés.

La réintégration communautaire d'ex-miliciens est particulièrement sensible ; ainsi des réunions de coordination ont été organisées entre le PNUD et l'Unité DDR/CVR de la MONUSCO pour harmoniser les localités d'intervention et les approches, notamment sur le processus de sélection des bénéficiaires des travaux HIMO. Une note opérationnelle a été produite afin d'explicitier les liens entre le processus de justice transitionnelle et de réintégration communautaire ainsi que les étapes du processus de sélection des bénéficiaires qui sera conduit sous la responsabilité des CLPD avec un accompagnement fort du PNUD et de l'OIM.

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes :

Lors des missions conjointes réalisées, une attention particulière a été portée à la participation des femmes dans l'identification des infrastructures communautaires. Lors de la mise en place des CLPD, la participation des femmes a été vivement encouragée ; ainsi sur un total de 271 membres au sein des 13 CLPD, 47 sont des femmes (soit 17%) et 75 sont des jeunes (soit 28%).

La méthodologie définie pour mener l'identification des besoins communautaires en matière de développement sera sensible au genre afin de s'assurer que les besoins des femmes et des jeunes filles soient bien pris en compte et repris dans l'élaboration des plans locaux de développement.

Sur la cible totale de 3.000 bénéficiaires des travaux HIMO, 40% sont des femmes. Le projet soutiendra ainsi le renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes à travers l'appui aux activités génératrices de revenu. La redynamisation des chaînes de valeur contribue également à améliorer et sécuriser les revenus des ménages en offrant des opportunités économiques durables, y compris des femmes qui sont des bénéficiaires directs et indirects des appuis.

Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport</p> <p>Au cours du premier semestre, les activités préliminaires d'approbation du projet et de planification ont été menées, notamment à travers la tenue du Comité d'Approbation du Projet (Novembre 2019), des ateliers provinciaux de planification et le Comité de Pilotage qui a validé le Plan de Travail Annuel 2020.</p> <p>En raison de la pandémie COVID-19, les activités de suivi se sont réalisées à distance à travers de nombreuses réunions de coordination. L'équipe du projet déployée sur le terrain a mis en place les mécanismes de coordination et de suivi dans chacune des provinces, notamment le Comité Technique Provincial qui permet d'assurer un suivi régulier de l'exécution des activités et des résultats obtenus et de renforcer les synergies entre les interventions.</p> <p>Au début du mois de novembre, il est prévu de conduire une mission de suivi et évaluation dans les provinces d'intervention pour faire le bilan de l'exécution de la première année du projet conjointement avec les autorités</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Non (Partiellement)</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Non</p>
--	---

<p>provinciales et ainsi planifier les activités pour l'année suivante.</p>	
<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non – La mission de suivi-évaluation pour effectuer le bilan de l'exécution du PTA 2020 commence au début du mois de novembre. Elle est menée par le PNUD conjointement avec le BCNUDH et l'OIM ainsi que les autorités provinciales. Des missions de suivi-évaluation ont dû être annulées en raison de la pandémie COVID-19 et des restrictions de mouvement imposées.</p>	<p>Budget pour évaluation finale: 80 000 USD</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation: N/a</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$): Peacebuilding Fund 4 500 000 (projet renforcement de la cohésion sociale et de la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique – OIM, PNUD, ONU Femmes)</p> <p><i>Mobilisation des ressources en cours pour le financement d'un programme conjoint d'appui à la chaîne pénale pour le renforcement de l'Etat de droit (le Kasai Central et le Tanganyika sont des provinces d'intervention).</i></p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?</p>	<p>Le projet est mis en œuvre dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Tanganyika en tenant compte des spécificités contextuelles. Des synergies sont faites avec le projet PAJURR pour la province du Kasai Central en particulier, mais les expériences acquises dans son cadre sont également des sources de partage d'information avec les autres provinces.</p> <p>L'établissement de processus de justice transitionnelle est également sujette à de nombreuses sensibilités politiques et nécessite de nombreuses actions préliminaires et dialogues avec les parties prenantes. Ce sont également des processus ancrés sur des dynamiques de long terme, qui nécessitent de nombreuses sensibilisation, un plaidoyer permanent et un renforcement de capacités pour une bonne compréhension</p>

	<p>et appropriation des enjeux, des dynamiques et des composantes de la justice transitionnelle.</p> <p>Les CLPD mis en place dans les différentes localités d'intervention ont besoin d'un renforcement de capacité pour la conduite du processus de sélection des bénéficiaires, d'évaluation des besoins de leurs communautés, en tenant compte des plus vulnérables et d'élaboration des plans locaux de développement.</p> <p>Les ONG locales, qui seront sélectionnées pour la réalisation des travaux HIMO dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures communautaires, bénéficieront également d'un accompagnement régulier, notamment en matière d'exécution budgétaire, suivi financier et gestion comptable ainsi que de suivi-évaluation des activités.</p>
--	---

Partie IV: COVID-19

- 1) Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$0 – Aucun ajustement financier lié au COVID-19 n'a été réalisé au cours de cette période.

- 2) Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La pandémie COVID-19 a impacté la mise en œuvre de nombreuses activités en raison des restrictions de mouvements et de rassemblements. Cependant, cette période a été mise à profit par l'équipe du projet afin d'établir des relations fortes de collaboration avec les autorités politico-administratives et judiciaires des provinces à travers des réunions restreintes afin de renforcer leur sensibilisation sur la philosophie du projet et garantir ainsi l'appropriation des interventions. En outre, l'équipe du projet a mené des états des besoins, en particulier dans le secteur de la justice, afin de définir spécifiquement les activités pour y répondre, notamment de formation.

La coordination entre les agences d'exécution du projet et avec les autorités provinciales a également été renforcée à travers la mise en place et la tenue de mécanismes de coordination et de partage d'information, notamment le Comité Technique Provincial.

- 3) Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication



United Nations
Peacebuilding

- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser): Ajustements logistiques du projet aux restrictions imposées par le Gouvernement en réponse à la pandémie de Covid-19.

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet
NA



	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 <i>Les mécanismes de justice transitionnelle (droit à la vérité, droit à la justice, droit à la réparation et garanties de non répétition) sont rendus opérationnels et/ou renforcés dans les localités ciblées.</i>	Indicateur 1.1 <i>% de la population ayant confiance dans les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) pour résoudre durablement leurs conflits locaux.</i>	Kasai Central: 89,7% Kasai: TBD Tanganyika: TBD	Kasai Central: +5% Kasai: +5% Tanganyika: +5%	Cible 2020 : TBD Processus de suivi : i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; ii) réalisation de sondages de perception auprès des populations.	OFF TRACK i) Au Kasai Central en 2019, les communautés avaient une très grande confiance dans les MARC, en particulier dans les chefs de village (89,7%) pour la résolution de leurs conflits (excepté lorsque cela implique un agent de l'Etat) – Etude sur les MARC. L'étude anthropologique sur les MARC au Kasai et au Tanganyika a commencé au début du mois de novembre. ii) Aucun sondage de perception n'a été mené dans les provinces.	Le partenaire 'Humanitarian Havard Institute' n'a pas pu se déployer dans les différentes provinces en raison de la pandémie COVID-19. La contractualisation avec les universités doit être finalisée. Il est prévu de pouvoir réaliser les sondages de perception seulement au mois de février/mars 2021. L'étude sur les MARC a été retardée en raison de la pandémie COVID-19 car elle est réalisée par un cabinet international.
	Indicateur 1.2 <i>% de la population estimant que le</i>	Kasai Central: TBD Kasai: TBD Tanganyika: TBD	Kasai Central: +5% Kasai: +5% Tanganyika: +5%	Cible 2020 : TBD Processus de suivi : i) analyse régulière des	OFF TRACK i) La situation sécuritaire varie selon les provinces et les localités. En effet, le	Le partenaire 'Humanitarian Havard Institute' n'a pas pu se déployer dans les différentes provinces en



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	<i>niveau de paix dans le quartier/village est beaucoup/extrême</i>			dynamiques de conflit et partage d'informations continu avec la MONUSCO (notamment SSU); ii) sondage de perception.	Kasaï et Kasaï Central bénéficient d'une certaine stabilisation et pacification, même si des tensions intra- et intercommunautaires demeurent latentes en raison de la précarité économique, de l'absence de perspectives socioéconomiques durables et l'arrivée massive de 'refoulés d'Angola'. La province du Tanganyika demeure encore en proie à plusieurs conflits 'ouverts' entre les communautés Twas et Bantoues, malgré les appels à la démobilisation des autorités. ii) Aucun sondage de perception n'a été mené dans les provinces.	raison de la pandémie COVID-19. La contractualisation avec les universités doit être finalisée. Il est prévu de pouvoir réaliser les sondages de perception seulement au mois de février/mars 2021.
	Indicateur 1.3 <i>Nombre et nature des mécanismes de la justice transitionnelle qui sont opérationnels dans les localités ciblées.</i>	3 (Institutions judiciaires pour le volet lutte contre l'impunité). Kasaï Central: 1 Kasaï: 1 Tanganyika: 1	9 (institutions judiciaires ; CVR; programme de réparations). Kasaï Central: 3 Kasaï: 3 Tanganyika: 3	Cible 2020 : 4 (3 Institutions judiciaires pour le volet lutte contre l'impunité ; 1 CVR) Processus de suivi : i) Dialogue permanent avec les autorités judiciaires pour un appui technique et opérationnel ; ii) Plaidoyer et	ON TRACK – 3 Institutions judiciaires et 1 CVR en cours d'établissement i) Les institutions judiciaires civiles et militaires sont opérationnelles au Kasaï, Kasaï Central et Tanganyika. La lutte contre l'impunité est renforcée à travers l'exécution des stratégies provinciales de	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				<p>dialogue permanent avec les autorités provinciales du Kasai Central pour la mise en place de la CVR ; iii) réalisation des consultations populaires et analyse des recommandations pour les provinces du Kasai et du Tanganyika.</p>	<p>priorisation des poursuites définies en 2019.</p> <p>ii) Un dialogue permanent est entretenu avec les autorités provinciales et nationales sur le développement d'un processus de justice transitionnelle dans les trois provinces. L'ensemble des acteurs sont sensibilisés sur les aspects de justice transitionnelle.</p> <p>Sur la base du rapport des consultations populaires et des recommandations formulées, un comité restreint de rédaction d'un édit d'établissement de la CPVR a été mis en place et les membres ont été formés en matière de justice transitionnelle et des principes fondamentaux des Commissions Vérité. Un avant-projet d'édit provincial est disponible.</p> <p>iii) Les consultations populaires ont déjà été menées dans la province du Kasai</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					Central ; le rapport est disponible et vulgarisé (PAJURR). La méthodologie et les outils ont été repris et adapté aux contextes des provinces du Kasai et du Tanganyika. Les consultations devraient être menées prochainement.	
Produit 1.1 Les connaissances de la population sur les mécanismes de justice transitionnelle sont renforcées et les besoins en matière de justice des populations sont identifiés.	Indicateur 1.1.1 Nombre et Type de besoins de JT identifié dans les populations ciblées.	Kasai Central: 1 rapport des consultations populaires produit et disponible Kasai: 0 Tanganyika: 0	3 rapports des consultations populaires sont disponibles Kasai Central: 1 Kasai: 1 Tanganyika: 1	Cible 2020 : 3 rapports des consultations populaires disponibles Processus de suivi : i) suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport des consultations populaires menées au Kasai Central ; ii) élaboration et validation des termes de référence et de la méthodologie ainsi que des autres étapes préliminaires pour la réalisation des consultations populaires dans les provinces du Kasai et du Tanganyika ; iii) déploiement des équipes et réalisation des consultations	OFF TRACK – 1 rapport des consultations populaires disponibles i) Les consultations populaires ont déjà été menées dans la province du Kasai Central ; le rapport est disponible et vulgarisé. Un dialogue permanent avec les autorités provinciales et nationales est entretenu pour le suivi et la mise en œuvre des recommandations formulées. ii) Les termes de référence et la méthodologie ont été validés pour mener les consultations populaires sur les besoins de justice dans les provinces du Kasai et du Tanganyika en tenant compte des spécificités contextuelles.	La pandémie COVID-19 a retardé la réalisation des consultations populaires en raison des restrictions de mouvement et de rassemblement.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				populaires ; iv) élaboration du rapport et validation par les autorités provinciales.	iii) Le déploiement des équipes pour la réalisation des consultations populaires a connu un certain retard en raison de la pandémie COVID-19.	
	Indicateur 1.1.2 Nombre d'états des lieux par province et niveau local sur la justice transitionnelle et résolutions des conflits réalisés.	Kasaï Central: 1 des consultations populaires produit et disponible Kasaï: 0 Tanganyika: 0	3 rapports des consultations populaires sont disponibles Kasaï Central: 1 Kasaï: 1 Tanganyika: 1	Cible 2020 : 3 rapports des consultations populaires disponibles Processus de suivi : i) suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport des consultations populaires menées au Kasaï Central ; ii) élaboration et validation des termes de référence et de la méthodologie ainsi que des autres étapes préliminaires pour la réalisation des consultations populaires dans les provinces du Kasaï et du Tanganyika ; iii) déploiement des équipes et réalisation des consultations populaires ; iv) élaboration du rapport et validation par les autorités provinciales.	OFF TRACK – 1 rapport des consultations populaires disponible i) Les consultations populaires ont déjà été menées dans la province du Kasaï Central ; le rapport est disponible et vulgarisé. Un dialogue permanent avec les autorités provinciales et nationales est entretenu pour le suivi et la mise en œuvre des recommandations formulées. ii) Les termes de référence et la méthodologie ont été validés pour mener les consultations populaires sur les besoins de justice dans les provinces du Kasaï et du Tanganyika en tenant compte des spécificités contextuelles. iii) Le déploiement des équipes pour la réalisation des consultations populaires a	La pandémie COVID-19 a retardé la réalisation des consultations populaires en raison des restrictions de mouvement et de rassemblement.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					connu un certain retard en raison de la pandémie COVID-19.	
	Indicateur 1.1.3 % des acteurs ciblés ayant une connaissance améliorée des mécanismes de justice transitionnelle.	Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	Total : 50% Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	Cible 2020 : 30% Processus de suivi : i) identification des acteurs à cibler prioritairement pour le renforcement de capacités sur les thématiques de justice transitionnelle ; ii) organisation de sessions de formations et autres sensibilisations sur les mécanismes de JT.	ON TRACK i) Un dialogue permanent est entretenu avec les autorités provinciales et la société civile sur la définition d'un processus de justice transitionnelle. Un plaidoyer de haut niveau est également mené afin d'assurer la reconnaissance et l'intégration des initiatives provinciales dans le processus de justice transitionnelle national. ii) Pour le moment, aucune session de renforcement de capacité ou ateliers de réflexion n'a été organisée dans les provinces.	La pandémie COVID-19 a demandé une adaptation des activités de sensibilisation et de formation en raison des mesures de distanciation sociale. Des actions de plaidoyer et des réunions bilatérales ont été privilégiées.
Produit 1.2 L'efficacité de la lutte contre l'impunité est améliorée grâce au renforcement	Indicateur 1.2.1 % de la population inclus les démobilisés volontaires ayant confiance dans les institutions	Kasaï Central: 44% Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	Kasaï Central: +10% Kasaï: +10% Tanganyika: +10%	Cible 2020 : TBD Processus de suivi : i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasaï ; ii) réalisation des	OFF TRACK i) Au Kasaï Central en 2019, les communautés n'ont pas du tout ou peu confiance dans les institutions judiciaires pour la résolution de leurs litiges (+/-	Le partenaire 'Humanitarian Havard Institute' n'a pas pu se déployer dans les différentes provinces en raison de la pandémie COVID-19. La



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
des capacités techniques et opérationnelles des acteurs judiciaires.	judiciaires civiles et militaires.			sondages de perception auprès des populations.	56%). Cette méfiance s'explique essentiellement par l'accès difficile aux juridictions physiquement (absence d'infrastructures), socialement (langage différent ; faible connaissance et compréhension des règles et procédures judiciaires...) et financièrement (couts élevés ; corruption) – étude MARC. ii) Aucun sondage de perception n'a été mené dans les provinces.	contractualisation avec les universités doit être finalisée. Il est prévu de pouvoir réaliser les sondages de perception seulement au mois de février/mars 2021.
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions judiciaires (désagrégées par type de décisions) rendues dans le cadre de dossiers de crimes internationaux et graves violations des droits de l'homme.	Kasaï Central: 0 Kasaï: NA Tanganyika: 0	5 décisions judiciaires sont rendues dans le cadre de crimes internationaux et violations graves des DH.	Cible 2020 : 3 décisions judiciaires rendues au premier degré <i>Processus de suivi :</i> i) suivi et coordination de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites ; ii) au Kasaï Central, 4 dossiers sont en cours de procès ou en fixation, 3 décisions judiciaires pourraient être rendues en 2020 par les autorités judiciaires.	ON TRACK – 1 décision judiciaire rendue au premier degré i) Toutes les provinces sont dotées d'une stratégie provinciale de priorisation des poursuites avec respectivement 14 dossiers prioritaires au Kasaï Central et 5 dossiers prioritaires au Tanganyika. ii) Au Kasaï Central, l'Affaire Luisa a été jugée en foraine au mois d'aout conduisant à la condamnation des 7 prévenus pour crime contre l'humanité et crime de guerre. En outre, deux dossiers	Les juridictions font face à un déficit de ressources humaines qui ne leur permettent pas de poursuivre plusieurs dossiers en même temps. Un besoin en renforcement des capacités techniques a également été exprimés par plusieurs juridictions.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>prioritaires sont en cours de procès devant la Cour Militaire ; il peut donc être espéré deux décisions judiciaires prochainement. De même, deux autres dossiers prioritaires sont en fixation.</p> <p>Au Tanganyika, tous les dossiers sont en phase pré-juridictionnelle ; donc pas de décision attendue en 2020.</p>	
	Indicateur 1.2.3 : % de dossiers prioritaires ayant fait l'objet d'un traitement judiciaire (désagrégé par étapes d'instruction).	Kasaï Central: 14% (2 dossiers sur 14 font l'objet d'un traitement) Kasaï: NA Tanganyika: 0%	68% (13 dossiers prioritaires font l'objet d'un traitement judiciaire).	<p>Cible 2020 : 47% des dossiers prioritaires font l'objet d'un traitement judiciaire soit 9 dossiers prioritaires connaissent des avancées.</p> <p>Processus de suivi : i) suivi et coordination et coordination de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites ; ii) appui aux missions d'enquête et audiences foraines dans le cadre des dossiers prioritaires (7</p>	<p>ON TRACK – 32% (6 dossiers ont connu des avancements dans leur traitement)</p> <p>i) Les cadres de coordination provinciaux permettent de faire le suivi de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites et de coordonner et planifier les activités judiciaires. A l'issue du cadre de concertation à Kalemie, 4 demandes d'appui dans le cadre de 4 dossiers prioritaires ont été formulées par les juridictions militaires et civiles.</p>	<p>Les juridictions font face à un déficit de ressources humaines qui ne leur permettent pas de poursuivre plusieurs dossiers en même temps. Un besoin en renforcement des capacités techniques a également été exprimés par plusieurs juridictions.</p> <p>La pandémie COVID-19 a également suspendu les audiences et les missions d'enquête.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				dossiers au Kasai Central ; 2 dossiers au Tanganyika).	ii) Au Kasai Central (PAJURR), deux missions d'enquête ont été organisées dans l'Affaire Mulombodji et l'Affaire Nganza permettant l'identification et l'audition de 1267 victimes (dont 870 femmes). L'Affaire Luisa a été jugée en audience foraine au premier degré conduisant à la condamnation des 7 prévenus pour crime contre l'humanité. Au Tanganyika, 4 demandes d'appui ont été formulées par les autorités judiciaires dans le cadre des dossiers prioritaires. Une mission d'enquête a été réalisée dans le territoire de Manono et a permis l'identification et l'audition de 37 victimes dont 25 femmes. Trois autres demandes sont sous examen.	
	Indicateur 1.2.4 : Nombre de magistrats civils et militaires formés en matière de poursuites des crimes internationaux.	Kasai Central: 26 avocats Kasai: 0 Tanganyika: 0	101 personnels judiciaires (magistrats, avocats, greffiers) bénéficient de renforcement de capacités techniques en	Cible 2020 : 50 personnels judiciaires formés sur les poursuites des crimes internationaux (Tanganyika & Kasai) <i>Processus de suivi :</i> i) identification du personnel	ON TRACK – 40 Avocats formés i) Un état des besoins en matière de renforcement des capacités techniques a été réalisés auprès des acteurs judiciaires (magistrats civils et militaires et avocats). Ils ont exprimé le besoin de formations	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
			matière de droit international pénal.	judiciaire à former et des thématiques de formation ; ii) organisation en collaboration avec INAFORJ et CSM les ateliers de formation dans les provinces.	<p>en matière de droit international pénal, justice transitionnelle et techniques d'audition et d'enquête dans le cadre de violations des droits humains.</p> <p>ii) 40 avocats (dont 2 femmes) du Barreau du Kasai ont bénéficié d'une formation en matière de droit international pénal et de justice transitionnelle. Un pool d'avocats formateurs est constitué au sein du Barreau en charge de la restitution des connaissances. Les termes de référence pour la formation des magistrats au Tanganyika sont validés.</p> <p>Des réflexions sont menées à Kinshasa pour un appui structurel en matière de renforcement des capacités des personnels judiciaires sur le droit international pénal à travers l'INAFORJ pour assurer la pérennisation des connaissances acquises et leur utilisation.</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.2.5 : % d'acquisition des connaissances lors des formations notamment sur le droit de la défense qui est garanti aux démobilisés volontaires.	Kasaï Central : 65% Kasaï : 0% Tanganyika: 0%	Kasaï Central : +50% Kasaï : +50% Tanganyika: +50%	2020 : 65% d'acquisition de connaissance lors des formations. <i>Processus de suivi</i> : i) organisation des formations en faveur du personnel judiciaire ; ii) analyse des pré-tests et post-tests.	ON TRACK - 38% d'acquisition de connaissance au cours des formations i) 40 avocats (dont 2 femmes) du Barreau du Kasaï ont bénéficié d'une formation en matière de droit international pénal et de justice transitionnelle. Un pool d'avocats formateurs est constitué au sein du Barreau du Kasaï. ii) Au cours de la formation en faveur de 40 avocats du Barreau du Kasaï, les résultats obtenus au pré-test et post-test démontrent une acquisition de connaissance de 38%. En effet, au pré- test, 9 avocats ont obtenu la moyenne contre 24 avocats au post-test.	
Produit 1.3 Le processus de réconciliation est amorcé à travers la mise en place de Commissions Vérité et	Indicateur 1.3.1 : Nombre des individus désagrégés par fonctions sociales (leader communautaire ; politique ; forces	Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	2020 : TBD <i>Processus de suivi</i> : i) identification des acteurs à sensibiliser ; ii) organisations d'activités de sensibilisation.	ON TRACK i) Un dialogue permanent est entretenu avec les autorités provinciales et la société civile sur la définition d'un processus de justice transitionnelle. Un plaidoyer de haut niveau est également	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Réconciliation (CVR) au niveau provincial	de sécurité ; démobilisés volontaires...) ainsi que les démobilisés volontaires ayant été sensibilisés sur les Commissions Provinciales Vérité et Réconciliation.				mené afin d'assurer la reconnaissance et l'intégration des initiatives provinciales dans le processus de justice transitionnelle national. ii) Pour le moment, aucune session de renforcement de capacité ou ateliers de réflexion n'a été organisée dans les provinces.	
	Indicateur 1.3.2 Nombre de Commissions Provinciales Vérité et Réconciliation mises en place.	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	3 CVR sont mises en place. Kasaï Central: 1 Kasaï: 1 Tanganyika: 1	2020 : 1 CVR est mise en place au Kasaï Central (officialisation). <i>Processus de suivi</i> : i) poursuite du plaidoyer auprès des autorités provinciales pour l'établissement de la CVR au Kasaï Central ; ii) réalisation des consultations populaires et publication du rapport au Kasaï et Tanganyika	OFF TRACK i) Il s'agit d'un processus particulièrement sensible. Les consultations populaires ont conduit à l'adoption d'une recommandation en faveur de l'établissement d'une Commission Provinciale Vérité, Justice et Réconciliation. Le Gouverneur s'est engagé également à sa mise en place. Un Comité restreint de rédaction de l'édit a été mis en place et les membres ont été formés en matière de justice transitionnelle et des principes	La mise en place d'une Commission Provinciale Vérité, Justice et Réconciliation ainsi que l'établissement de processus de justice transitionnelle correspondent à des processus de long terme nécessitant de nombreuses actions de plaidoyer et un engagement fort des autorités et de la société civile.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>fondamentaux des Commissions Vérité. Un avant-projet d'édit provincial est disponible.</p> <p>ii) La méthodologie et les outils ont été repris et adapté aux contextes des provinces du Kasai et du Tanganyika. Les consultations devraient être menées prochainement.</p>	<p>Un plaidoyer de haut niveau est également mené afin d'assurer la reconnaissance et l'intégration des initiatives provinciales dans le processus de justice transitionnelle national.</p>
<p>Produit 1.4</p> <p>Les capacités des mécanismes alternatifs de règlement de conflits sont renforcées pour améliorer la résolution durable des conflits locaux en conformité avec les principes fondamentaux</p>	<p>Indicateur 1.4.1</p> <p>Niveau de reconnaissance des décisions des MARC par la population et par les autorités judiciaires et politiques.</p>	TBD	TBD	<p><i>Cible 2020</i> : 3 études anthropologiques sur les MARC réalisées et disponibles</p> <p><i>Processus de suivi</i> : i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; ii) poursuite des réflexions quant aux mécanismes/passerelles de collaboration entre les MARC et les autorités judiciaires.</p>	<p>OFF TRACK – 1 étude anthropologique sur les MARC est disponible</p> <p>i) L'étude anthropologique réalisée sur les MARC au Kasai Central a mis en exergue le rôle joué par les MARC dans la résolution pacifique des conflits, surtout qu'ils bénéficient d'une forte confiance de la part de la population, contrairement aux institutions judiciaires.</p> <p>La même étude est en cours de réalisation dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; elle reprend la même méthodologie et le système de référence</p>	<p>La pandémie COVID-19 a retardé le déploiement de l'équipe de consultants.</p> <p>En alignement sur la PNRJ et son Plan d'Action Prioritaire (PAP), il s'agit de lancer un processus de réflexion sur le rôle des MARC et la collaboration avec les juridictions selon une approche institutionnelle et structurelle.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
des droits de l'homme					<p>mis en place. Ces études s'alignent sur les résultats de la PNRJ.</p> <p>ii) Alignée sur la PNRJ, la première étude MARC (menée au Kasai Central) montre également la nécessité de développer des passerelles de collaboration entre les MARC et les autorités judiciaires, notamment en raison de défis liés aux compétences judiciaires limitées et à l'accès à la justice.</p>	
	Indicateur 1.4.2 % des individus qui estiment que leurs relations avec les membres de leurs communautés, y compris les démobilisés, volontaires, sont bonnes/très bonnes.	Kasai Central: TBD Kasai: TBD Tanganyika: TBD	Kasai Central: +5% Kasai: +5% Tanganyika: +5%	<p>Cible 2020 : TBD</p> <p>Processus de suivi : i) analyse régulière des dynamiques de conflit et partage d'informations continu avec la MONUSCO (notamment SSU); ii) réalisation des sondages de perception auprès des communautés.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) La situation sécuritaire varie selon les provinces et les localités. En effet, le Kasai et Kasai Central bénéficient d'une certaine stabilisation et pacification, même si des tensions intra- et intercommunautaires demeurent latentes en raison de la précarité économique, de l'absence de perspectives socioéconomiques durables et l'arrivée massive de 'refoulés d'Angola'.</p>	<p>Le partenaire 'Humanitarian Havard Institute' n'a pas pu se déployer dans les différentes provinces en raison de la pandémie COVID-19. La contractualisation avec les universités doit être finalisée.</p> <p>Il est prévu de pouvoir réaliser les sondages de perception seulement au mois de février/mars 2021.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>La province du Tanganyika demeure encore en proie à plusieurs conflits 'ouverts' entre les communautés Twas et Bantoues, malgré les appels à la démobilisation des autorités.</p> <p>ii) Aucun sondage de perception n'a été mené dans les provinces.</p>	
	Indicateur 1.4.3 : Nombre d'individus inclus les démobilisés volontaires (désagrégé par sexe) ayant bénéficié d'une assistance (désagrégé par catégories)	Kasaï Central: 538 Victimes Kasaï: 0 Tanganyika: 0	1175 (1050 victimes ; 25 personnes déférées devant la justice ; 100 personnes en détention).	<p>Cible 2020 : 535 individus Kasaï Central : 435 individus – (400 victimes ; 10 personnes poursuivies ; 25 personnes en détention) Kasaï : 25 individus (25 personnes en détention) Tanganyika : 75 individus (75 victimes)</p> <p>Processus de suivi : i) accompagnement des victimes et témoins lors des missions d'enquête ; ii) réalisation de missions d'inspection dans les établissements pénitentiaires ; iii) appui à</p>	<p>OFF TRACK – 37 individus ayant bénéficié d'une assistance judiciaire</p> <p>i) Une mission d'enquête a été réalisée dans le territoire de Manono et a permis l'identification et l'audition de 37 victimes dont 25 femmes. Pour les dossiers prioritaires du Kasaï Central, au total 1267 victimes (dont 870 femmes) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite lors des missions d'enquête et 32 prévenus ont bénéficié d'une assistance judiciaire pour garantir le droit à la défense (pris en charge par le projet PAJURR).</p>	Les juridictions font face à de nombreux défis logistiques et un déficit de ressources humaines qui ne leur permet pas de poursuivre plusieurs dossiers en même temps.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				l'assistance judiciaire des prévenus (droit à la défense).	Au total, 1304 victimes (dont 895 femmes) ont bénéficié d'un accès à la justice.	
	Indicateur 1.4.4 : Nombre d'espaces/mécanismes de dialogue et de résolution des conflits mis en place et ou renforcés.	Kasaï Central: 37 (CLPD) Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Kasaï Central: 43 (CLPD) Kasaï: 1 Tanganyika: 1	<p>Cible 2020 : 6</p> <p>Kasaï Central : 4 CLPD Kasaï : 1 plateforme de dialogue inclusif intercommunautaire ; Tanganyika : 1 Commission Paix, Médiation et Développement</p> <p>Processus de suivi : i) identification des mécanismes et des acteurs ; ii) actions de renforcement de capacités de ces mécanismes.</p>	<p>ON TRACK – 8 espaces/mécanismes de dialogues et de résolution des conflits sont mis en place</p> <p>i) Au Kasaï Central, 6 CLPD ont été mis en place dans les localités d'intervention. Ils jouent également un rôle de médiation intra et intercommunautaire dans les différents conflits. Ils sont opérationnels et fonctionnels ; des sessions de renforcement de capacités sont prévues prochainement.</p> <p>Au Kasaï, la Plateforme de dialogue inclusif intercommunautaire (réseau Bupole) a été identifiée, en synergie avec la section Affaire Civile de la MONUSCO. Après un état des besoins, la plateforme et ses démembrements bénéficieront d'un renforcement de capacités.</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>Au Tanganyika, la Commission de Paix, Médiation et Développement a été identifiée. Il est nécessaire de faire une évaluation des capacités et des besoins.</p> <p>ii) Aucune activité de renforcement des capacités n'a été mise en œuvre. Les termes de référence pour le renforcement de capacités des CLPD sont validés.</p>	
	<p>Indicateur 1.4.5 : % de jeunes hommes et femmes y compris les démobilisés volontaires (désagrégé) ayant affirmé un changement de perception / comportement après avoir participé aux activités récréatives.</p>	<p>Kasaï Central: 0% Kasaï: 0% Tanganyika: 0%</p>	<p>Kasaï Central: 40% Kasaï: 40% Tanganyika: 40%</p>	<p>Cible 2020 : 40%</p> <p>Processus de suivi : i) organisation d'activités en faveur de la cohésion sociale ; ii) évaluation de l'impact de ces activités.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Aucune activité menée dans ce sens ; elles seront réalisées en parallèle des travaux HIMO pour assurer une synergie entre les actions.</p>	<p>En raison des restrictions imposées par COVID, les activités seront réalisées au cours de la deuxième année du projet. Cela permettra également d'assurer des synergies avec les activités HIMO et de réintégration communautaire.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.4.6 : % de populations sensibilisées à travers des activités d'information, d'éducation et de communication via les radios communautaires	Kasaï Central : 0% Kasaï: 0% Tanganyika: 0%	Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	<i>Cible 2020</i> : TBD <i>Processus de suivi</i> : i) identification des radios communautaires partenaires et de leurs besoins ; ii) formations des journalistes des radios communautaires sur les thématiques du projet ; iii) production et diffusion de programmes sur les thématiques de la paix, réconciliation, justice transitionnelle...	ON TRACK i) Une évaluation des besoins a été réalisée auprès des radios communautaires du Tanganyika. Les activités médiatiques sont prévues en liaison avec les activités de cohésion sociale à partir du premier trimestre 2021 ii) 40 journalistes, dont 2 femmes des radios communautaires identifiées au Tanganyika dans les trois territoires ciblés, ont bénéficié d'un renforcement de capacité en matière de journalisme sensible aux conflits, de justice transitionnelle et de recherche de la vérité ainsi que de collecte, traitement et analyse des informations/données reçues.	
Résultat 2 <i>Les communautés bénéficient de la redynamisation de l'économie locale et d'un</i>	Indicateur 2.1 <i>Nombre de Plans Locaux de Développement appuyés.</i>	Kasaï Central : 1 Plan Provincial de Développement Kasaï : 0 Tanganyika : 1 Plan Provincial de Développement	Total : 2 PDP & 14 PLD Kasaï Central : 1 Plan Provincial de Développement & 6 Plans Locaux de Développement	<i>Cible 2020</i> : 2 Plans de Développement provinciaux élaborés ; et 14 Plans de Développement Locaux en cours d'élaboration.	ON TRACK – 2 PDP & 14 PLP en cours i) Les provinces du Tanganyika et du Kasaï Central disposent de plans de développement provinciaux adoptés et validés par les autorités provinciales et	Résultat dépendant de la réalisation des missions conjointes et la mise en place des CLPD qui ont connu du retard en raison des restrictions de



	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
accès amélioré aux services sociaux de base à travers le développement d'activités génératrices de revenus et la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.			<p>Kasaï : 5 Plans Locaux de Développement</p> <p>Tanganyika : 1 Plan Provincial de Développement & 3 Plans Locaux de Développement</p>	<p><i>Processus de suivi</i> : i) suivi de la mise en œuvre des plans de développement provinciaux ; ii) mise en place et opérationnalisation des CLPD ; iii) renforcement des capacités des acteurs des CLPD en matière de planification ; iv) appui à l'élaboration d'un plan de développement local.</p>	<p>servent de guide pour les interventions en matière de développement.</p> <p>ii) 13 CLPD ont été mis en place : 6 au Kasaï Central, 5 au Kasaï et 2 au Tanganyika. Au total, ils comptent 271 membres dont 47 femmes et 75 jeunes.</p> <p>iii) Les termes de référence pour le renforcement de leurs capacités en matière d'identification participative des besoins, de planification et d'élaboration de plan local de développement dans une approche participative sont en cours de validation.</p>	<p>mouvement et de rassemblement liées à la pandémie COVID-19.</p>
	Indicateur 2.2 Nombre de démobilisés volontaires, retournés et membres des communautés locales embauchés dans le HIMO par	<p>Kasaï Central: 0</p> <p>Kasaï: 0</p> <p>Tanganyika: 0</p>	<p>Total : 3 000 individus (dont 1200 femmes)</p> <p>Kasaï Central : 800 (dont 300 femmes)</p> <p>Kasaï: 1000 (dont 400 femmes)</p> <p>Tanganyika: 1200 (dont 480 femmes)</p>	<p><i>Cible 2020</i> : 3 000 individus (dont 1 200 femmes) sont sélectionnés pour les travaux HIMO :</p> <p><i>Kasaï Central</i> : 800 (dont 320 femmes) ;</p> <p><i>Kasaï</i> : 1 000 (dont 400 femmes) ;</p> <p><i>Tanganyika</i> : 1 200 (dont 480 femmes).</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Des missions conjointes réunissant les agences d'exécution et les autorités politico-administratives (STAREC et Ministère du Plan) ont été menées dans les trois provinces pour identifier les localités d'intervention et les infrastructures communautaires à</p>	<p>Résultat dépendant du démarrage des travaux HIMO, qui n'ont pas encore démarré en raison de retard enregistré au moment de l'identification et évaluation des infrastructures à réhabiliter.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	<i>provinces (désagrégé par sexe).</i>			<p>Processus de suivi : i) identification conjointe des localités spécifiques d'intervention et infrastructures communautaires à réhabiliter ; ii) sélection et contractualisation avec les ONG locales de mise en œuvre ; iii) identification et sélection des bénéficiaires selon des critères transparents et objectifs ; iv) démarrage effectif des travaux HIMO.</p>	<p>réhabiliter. Une deuxième série de missions conjointes a été conduite dans les provinces du Kasai et du Kasai Central pour évaluer précisément le coût de la réhabilitation infrastructures.</p> <p>ii) Les appels à projet auprès des ONG locales pour le Kasai et Kasai Central sont finalisés et publiés ; les processus de sélection et d'achat d'équipements et outils sont en cours.</p> <p>iii) Des réunions de coordination ont été organisées entre le PNUD et l'Unité DDR/CVR de la MONUSCO pour harmoniser les approches, notamment sur le processus de sélection des bénéficiaires. Une note opérationnelle a été produite afin d'explicitier les liens entre le processus de justice transitionnelle et de réintégration communautaire ainsi que les étapes du processus de sélection des bénéficiaires qui sera conduit sous la responsabilité</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					des CLPD avec un accompagnement fort du PNUD et de OIM.	
	Indicateur 2.3 <i>Nombre de démobilisés volontaires et autres personnes impliquées dans les AGR pour la relance d'une économie durable.</i>	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 2500 bénéficiaires des travaux HIMO ont développé des AGR Kasaï Central : 666 Kasaï: 834 Tanganyika: 1000	<i>Cible 2020 : 0</i> <i>Processus de suivi :</i> i) Réalisation de la première phase (HIMO & épargne) ; ii) identification des individus volontaires à l'appui pour le développement d'AGR.	OFF TRACK i) Les travaux HIMO n'ont pas encore commencé ; les ONG locales en charge de la réhabilitation des infrastructures communautaires sont en cours de sélection au niveau des provinces du Kasaï et Kasaï Central. ii) Sur les 3 000 individus bénéficiaires des travaux HIMO, les volontaires seront identifiés pour bénéficier d'un accompagnement pour le développement d'activités génératrices de revenus.	Résultat dépendant du démarrage des travaux HIMO, qui n'ont pas encore démarré en raison de retard enregistré au moment de l'identification et évaluation des infrastructures à réhabiliter.
Produit 2.1 Les capacités des communautés d'accueil et affectées par les conflits sont améliorées pour répondre aux	Indicateur 2.1.1 Nombre de comités Locaux de Développement installés et renforcés.	Total : 37 Kasaï Central: 37 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 51 Kasaï Central: 43 (CLPD) Kasaï: 5 Tanganyika: 3	<i>Cible 2020 : 14 CLPD installés</i> <i>Kasaï Central : 6 CLPD ;</i> <i>Kasaï : 5 CLPD</i> <i>Tanganyika : 3 CLPD</i> <i>Processus de suivi :</i> i) identification des localités spécifiques d'intervention ;	ON TRACK – 13 CLPD mis en place et opérationnel i) Des missions conjointes réunissant les agences d'exécution et les autorités politico-administratives (STAREC et Ministère du Plan) ont été menées dans les trois provinces pour identifier les localités d'intervention sur la base de	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
besoins communautaires en matière de services de base et de cohésion sociale et intercommunautaire.				<p>ii) mise en place des CLDP ; iii) renforcement des capacités des CLPD.</p>	<p>critères objectifs et les infrastructures communautaires à réhabiliter selon une approche inclusive et participative avec les membres des communautés. Elles ont également permis de sensibiliser les communautés sur la philosophie du projet, notamment sur la logique réparation communautaire poursuivie par la réhabilitation des infrastructures et la participation directe des ex-miliciens.</p> <p>ii) Au Kasai Central, 6 CLPD ont été établis au niveau des groupements de Kalambambuji ; Anayangala ; Bena Manda ; Bakuatshienza ;Bena Katamba et Bakuampia. Une base de données des membres est constituée.</p> <p>Au Kasai, 5 CLPD ont été établis au niveau des groupements de Mandjumba, Kamba Ngoma, Bakua Mbuyi, Kamba Kotshi Mpasu et Kamba Tshinvuanda Mungamba.</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>Au Tanganyika, 2 CLPD ont été mis en place au niveau des territoires de Kansabala et Tumbwe.</p> <p>Ils comptent tous une vingtaine de membres issus de la société civile, des autorités politico-administratives et coutumières.</p> <p>iii) Les termes de référence pour le renforcement de leurs capacités en matière d'identification participative des besoins, de planification et d'élaboration de plan local de développement dans une approche participative sont en cours de validation.</p>	
	Indicateur 2.1.2 Nombre/Type d'acteurs dont les capacités en matière d'audit social et d'analyse basés sur les droits de l'homme ont été renforcées.	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Kasaï Central: TBD Kasaï: TBD Tanganyika: TBD	Cible 2020 : TBD Processus de suivi : i) mise en place des CLPD ; ii) activités de renforcement de capacités des membres en matière d'audit social.	ON TRACK i) Au total, 13 CLPD ont été mis en place dans les différentes localités d'intervention du projet. Ils sont constitués d'une vingtaine de membres issus de la société civile, des autorités politico-administratives et coutumières.	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>La participation des femmes et des jeunes a été encouragée.</p> <p>ii) Il est prévu de pouvoir accompagner les CLPD dans l'identification participative des besoins des communautés, en portant une attention particulière aux populations vulnérables. L'identification des besoins se fera selon une approche basée sur les droits humains. Les termes de référence pour le renforcement de leurs capacités en matière d'identification participative des besoins, de planification et d'élaboration de plan local de développement dans une approche participative sont en cours de validation.</p>	
	Indicateur 2.1.3 : Nombre/Type d'infrastructures/s ervices de base identifiés.	Kasaï Central: 7 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 21 infrastructures communautaires identifiées. Kasaï Central: 13 (dont 7 issues de PAJURR)	<i>Cible 2020</i> : 16 infrastructures identifiées : <i>Kasaï Central</i> : 6 ; <i>Kasaï</i> : 5; <i>Tanganyika</i> : 3. <i>Processus de suivi</i> : i) mission conjointe avec les	<i>ON TRACK – 13 lots d'infrastructures identifiés et validés</i> i) Des missions conjointes réunissant les agences d'exécution et les autorités politico-administratives (STAREC et Ministère du Plan) ont été menées pour	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
			Kasaï: 5 Tanganyika: 3	autorités provinciales pour l'identification des localités spécifiques et des infrastructures communautaires ; ii) démarrage des travaux HIMO.	<p>identifier les infrastructures communautaires à réhabiliter selon une approche inclusive et participative avec les membres des communautés.</p> <p>Une deuxième série de missions conjointes a été conduite dans les provinces du Kasaï et du Kasaï Central pour évaluer précisément le coût de la réhabilitation des routes de desserte agricoles et des ouvrages de franchissement.</p> <p>Au Kasaï, 7 infrastructures communautaires ont été identifiées. Au total, 136 km de route de desserte agricole vont être réhabilitées.</p> <p>Au Kasaï Central, 6 lots d'infrastructures communautaires ont été identifiés ; il s'agit de 114 km de route de desserte agricole ainsi que de 6 petits ouvrages de franchissement et 2 digues.</p> <p>Au Tanganyika, 6 à 7 infrastructures ont été identifiés mais doivent encore être validés par toutes les parties prenantes.</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 2.2 La réintégration socio-économique des groupes vulnérables est améliorée par la création d'emploi et d'opportunités en faveur des populations cibles et la réhabilitation d'infrastructures communautaires.	Indicateur 2.2.1 Volume de travail créé par province dans le HIMO (désagrégé par catégories : victimes ; démobilisés volontaires ; homme ; femmes)	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	240 000 H/J (3 000 individus travaillant 80 jours). Kasaï Central: 64000H/J Kasaï: 80000 H/J Tanganyika: 96000 H/J	Cible 2020 : 240 000 H/J (3 000 individus travaillant 80 jours) : Kasaï Central : 64 000 H/J ; Kasaï : 80 000 H/J ; Tanganyika : 96 000 H/J. Processus de suivi : i) identification des localités spécifiques d'intervention et infrastructures communautaires à réhabiliter ; ii) identification et sélection des bénéficiaires selon des critères transparents et objectifs ; iii) démarrage effectif des travaux HIMO	OFF TRACK i) A l'issue des missions conjointes, 13 lots d'infrastructures communautaires à réhabiliter ont été identifiés pour les provinces du Kasaï et Kasaï Central (processus en cours au Tanganyika). Les appels à projet auprès des ONG locales sont finalisés et publiés ; les processus de sélection et d'achat d'équipements et outils sont en cours. ii) Des réunions de coordination ont été organisées entre le PNUD et l'Unité DDR/CVR de la MONUSCO pour harmoniser les approches, notamment sur le processus de sélection des bénéficiaires des travaux HIMO. Une note opérationnelle a été produite afin d'explicitier les liens entre le processus de justice transitionnelle et de réintégration communautaire ainsi que les étapes du processus de sélection des bénéficiaires qui sera conduit sous la responsabilité des	Résultat dépendant du démarrage des travaux HIMO, qui n'ont pas encore démarré en raison du retard dans la réalisation des missions d'identification des infrastructures communautaires. Ce retard est dû aux restrictions de mouvements liées à la pandémie COVID-19.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					CLPD avec un accompagnement fort du PNUD et de OIM.	
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'emplois créés à travers les AGR (désagrégé par catégories: victimes; démobilisés volontaires ; homme ; femmes).	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 2700 Kasaï Central: 720 Kasaï: 900 Tanganyika: 1080	Cible 2020 : 0 Processus de suivi : i) Réalisation de la première phase (HIMO & épargne) ; ii) identification des individus volontaires à l'appui pour le développement d'AGR ; iii) identification des AGR porteuses et accompagnement des bénéficiaires ; iv) évaluation de l'impact des AGR.	OFF TRACK i) Les travaux HIMO n'ont pas encore démarré.	Résultat dépendant du démarrage des travaux HIMO, qui n'ont pas encore démarré en raison du retard dans la réalisation des missions d'identification des infrastructures communautaires. Ce retard est dû aux restrictions de mouvements liées à la pandémie COVID-19
	Indicateur 2.2.3 : Nombre de centres d'apprentissage aux métiers construits et équipés pour jeunes filles et jeunes garçons	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 3 centres d'apprentissage sont réhabilités pour un accueil temporaire. Kasaï Central: 1 Kasaï: 1 Tanganyika: 1	Cible 2020 : 3 centres d'apprentissage sont réhabilités pour un accueil temporaire (1 par province). Processus de suivi : i) identification des structures de centre d'apprentissage ; ii) réhabilitation si nécessaire ;	OFF TRACK i) Une mission d'identification et d'état des lieux des structures d'encadrement des jeunes à travers des formations vocationnelles en petit métier a été menée au Tanganyika.	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	tout en indiquant les démobilisés volontaires.			iii) activités de formation en faveur des jeunes.		
Produit 2.3 La durabilité des AGR est assurée à travers la formation des bénéficiaires, la dotation des équipements et la réhabilitation d'infrastructures de transport et de stockage	Indicateur 2.3.1 Nombre de jeunes formés aux métiers porteurs (désagrégé par catégories : victimes ; démobilisés volontaires ; homme ; femmes).	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 300 jeunes formés aux métiers porteurs. Kasaï Central: 80 Kasaï: 100 Tanganyika: 120	Cible 2020 : 300 jeunes identifiés : Kasaï Central : 80 ; Kasaï : 100 ; Tanganyika : 120. Processus de suivi : i) réalisation de la première phase (HIMO & épargne) ; ii) identification des jeunes volontaires pour une formation en petit métier ; iii) identification des formations pour des métiers porteurs.	OFF TRACK i) Les travaux HIMO n'ont pas encore démarré.	Résultat dépendant du démarrage des travaux HIMO, qui n'ont pas encore démarré en raison du retard dans la réalisation des missions d'identification des infrastructures communautaires. Ce retard est dû aux restrictions de mouvements liées à la pandémie COVID-19
	Indicateur 2.3.2 Nombre de chaînes de valeurs renforcées.	Kasaï Central: 0 Kasaï: 0 Tanganyika: 0	Total : 4 chaînes de valeur renforcée Kasaï Central: 2 Kasaï: 1 Tanganyika: 1	Cible 2020 : 4 chaînes de valeurs identifiées et analysées. Processus de suivi : i) recrutement de consultants pour l'identification et analyses des chaînes de valeur ; ii) identification des potentielles interventions à	ON TRACK – 2 chaînes de valeurs sont identifiées i) Au Kasaï Central (synergie avec PAJURR), 2 filières vivrières (soja et arachide) et 2 filières pérennes (café et huile de palme) ont été identifiées. Des recommandations ont été formulées ;	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				mener pour le renforcement de ces chaines de valeur.	1192 petits producteurs ont été aussi regroupés en trois coopératives agricoles. Au Tanganyika, un consultant a été recruté afin d'identifier et analyser les chaines de valeur porteuses dans la province. Son travail est en cours. Au Kasai, les termes de référence pour le recrutement d'un consultant sont en cours de validation.	